
Résumé du schéma de couverture de risques en sécurité incendie

La réforme de l'incendie entreprise au Québec en 1999 a été animée par deux objectifs fondamentaux, à savoir la réduction significative des pertes attribuables à l'incendie et l'accroissement de l'efficacité des organisations municipales dans ce domaine. C'est à ces objectifs que satisfont la Loi sur la sécurité incendie adoptée le 14 juin 2000, les Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie et les principes encadrant l'élaboration des schémas de couverture de risques.

C'est donc conformément à la loi que, suite à la réception d'une attestation de conformité délivrée par le ministre de la Sécurité publique le 11 avril 2005, la MRC d'Antoine-Labelle adoptait, le 25 mai 2005, un règlement édictant l'entrée en vigueur du schéma de couverture de risques en sécurité incendie.

Le schéma est la concrétisation d'un peu plus de trois années et demie de cueillette de données, d'analyse de la situation, d'optimisation, de consultation et de discussions avec les autorités du ministère. Le texte qui suit dresse le portrait de la MRC et résume le contenu du schéma.

Portrait de la MRC

La MRC se compose de 15 municipalités réparties sur quelques 5 800 km² et de 11 territoires non municipalisés couvrant près de 10 000 km². La région se caractérise par une majorité de municipalités avec une population inférieure à 1 000 habitants. 4 municipalités ont entre 1 000 et 5 000 habitants alors que 2 villes ont une population

supérieure à 5 000 habitants. Au total, la population régionale est de 34 641 habitants.

Le territoire de la MRC présente un peu plus de 20 000 risques d'incendie dont 88 % sont des risques faibles ou résidentiels. Tous ces risques sont couverts en matière de sécurité incendie par 12 services municipaux regroupant quelques 250 pompiers et 27 véhicules d'intervention. Globalement, les services répondent entre 300 et 400 sorties par année.

État de la situation avant optimisation

Avant l'exercice de planification imposé par la loi à travers les schémas de couverture de risques en sécurité incendie, les constats suivants résument l'état de la situation qui prévalait sur le territoire de la MRC :

- activités de prévention peu répandues et réglementation non uniforme;
- force de frappe souvent insuffisante par rapport aux exigences des orientations et peu de considération des ressources voisines;
- moyenne d'âge des véhicules d'intervention (autopompes et citernes) de 22 ans;
- écart marqué au niveau de la formation des pompiers (certains services sont bien formés, d'autres ne le sont pas du tout) et faible niveau de formation des officiers;
- équipements de base en santé et sécurité au travail manquants dans certains services;
- absence de plans d'intervention;
- pas de service 9-1-1 dans 2 municipalités.

À partir de ces constats, le schéma aura permis de déterminer les objectifs de protection optimale contre les incendies qui peuvent être atteints compte tenu des mesures et des ressources disponibles ou planifiées.

Planification de la sécurité incendie

Le schéma mise sur la planification de mesures de prévention propres à réduire les probabilités d'un incendie et sur la planification des modalités d'intervention susceptibles d'en limiter les effets néfastes lorsqu'il se déclare. Le tout s'inscrit dans l'atteinte des 8 objectifs définis dans les orientations ministérielles tels que décrits dans ce qui suit.

Le premier objectif des orientations traite de la prévention. À cet effet, différents programmes de prévention seront implantés progressivement tout au long des 5 années de la mise en œuvre. On y traitera de la sensibilisation du public, de l'importance de la vérification des avertisseurs de fumée, de l'analyse des incidents, de l'inspection des risques élevés d'incendie ainsi que de la réglementation. Une approche globale, mettant à profit l'ensemble des ressources municipales disponibles sera favorisée.

Pour ce qui est de l'intervention, on s'assurera d'acheminer vers un risque faible un nombre suffisant de pompiers avec les véhicules requis et une quantité d'eau conforme aux orientations. Pour ce faire, certaines municipalités ont consolidé leur service, d'autres prévoient ou ont déjà réalisés une mise en commun de leurs ressources avec celles des municipalités voisines, alors que d'autres auront recours à une entente intermunicipale pour couvrir leur territoire. Pour la couverture d'un risque plus élevé ou pour tout besoin supplémentaire, les ressources disponibles seront complétées au besoin via l'entraide.

En complémentarité aux différents modes d'intervention prévus au schéma, on y planifie également le développement de plans d'intervention pour les risques les plus élevés, la coordination régionale de la formation des pompiers et des officiers en lien avec le *Règlement sur les conditions pour exercer au*

sein d'une service de sécurité incendie municipal, l'entretien des équipements et des véhicules, la révision des processus de réception et de traitement des alertes ainsi que différentes mesures d'autoprotection pour les bâtiments isolés.

Étant donné qu'un travail considérable est requis afin de planifier et mettre en œuvre la mise à niveau des services de sécurité incendie dans le but de rencontrer la couverture des incendies de bâtiments, les municipalités de la MRC d'Antoine-Labelle ont décidé de ne pas intégrer les autres risques (désincarcération, matières dangereuses, feux de forêt et autres) au schéma de couverture de risques en sécurité incendie.

Finalement, en ce qui a trait à la gestion et la coordination de la sécurité incendie, l'ensemble des activités prévues au schéma est basé sur l'optimisation des ressources consacrées à la sécurité incendie. À l'échelle régionale, on maintiendra un poste de chargé de projet afin de supporter les municipalités, d'encadrer certaines démarches et d'assurer le suivi prescrit. De plus, on s'assurera dans le temps d'un arrimage avec les autres intervenants en sécurité publique (policiers, ambulanciers, service 9-1-1).

Dès l'entrée en vigueur du schéma, en vertu de l'article 47 de la loi, les services de sécurité incendie de la MRC bénéficient d'une exonération de toute responsabilité pour le préjudice qui peut résulter de son intervention lors d'un incendie, d'une situation d'urgence ou d'un sinistre.